

Commentaires de l'AMUTC sur l'article de Jérôme Dubus : « Les 200.000 entreprises franciliennes veulent le Grand Paris »

Intéressant interview de Jérôme Dubus, délégué général du Medef Ile-de-France, qui exprime le soutien du Medef aux projets de l'ancienne majorité. L'impact sur l'avenir de Montreuil peut être important, notamment au travers du Grand Paris et du schéma directeur régional (SDRIF).

1. Les transports : vers une augmentation des tarifs pour financer le Grand Paris ?

Le Medef plaide pour ne rien changer au tracé du Grand Paris Express et exige que soit garantie l'autonomie de la SGP pour la construction de cette rocade RER (en lieu et place du STIF, de la RATP et de la SNCF appelés à exploiter cette rocade). Il rappelle l'importance d'un bon réseau de transport pour la productivité (des salariés moins fatigués produisent plus...). Mais il ne dit rien sur la responsabilité du patronat qui implante les emplois à l'ouest et les logements à l'est (jeu du marché rendant les logements plus chers à l'ouest, meilleure défense de leur cadre de vie par les couches aisées habitant ces secteurs), ce qui conduit à la saturation des lignes existantes. Il semble avoir été entendu par Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires... et en charge du Grand Paris : on ne touche pas au tracé, on garde la SGP...

Cela n'empêche pas Jérôme Dubus de pleurer sur « la pluie de taxes qui s'est abattue sur les entreprises » pour financer le Grand Paris. D'où sa demande : « Nous ne pourrions plus longtemps supporter une telle pression fiscale. Au niveau des transports, nous demandons que l'utilisateur prenne sa part dans le financement des transports en commun, qui ne représente que 27 % du coût final aujourd'hui. »

2. Les logements : densifications, densifications...

Le Medef se prononce pour la densification et critique le conseil régional pour sa « politique malthusienne du foncier ». Il approuve la majoration de 30 % des droits de construire.

Il ne dit rien sur la nécessité de construire des logements sociaux en priorité près des emplois (à Paris, à Neuilly, à la Défense, dans l'ouest...).

Le Medef dénonce à juste titre la ponction sur le 1 % logement (ramené à 0,45 %) qui est prélevé sur les salaires. Il est important que ces fonds servent effectivement au logement des salariés. Il semble que le nouveau gouvernement veuille le supprimer purement et simplement pour lutter contre les déficits, en le reversant au budget général...

Le Medef est contre le blocage des loyers. Ce faisant, il se fait l'allié des financiers (qui profitent de la spéculation immobilière) contre les producteurs (la grande masse des entreprises, qui souffrent indirectement des difficultés du logement de leur salariés)

3. Les bureaux : la Défense continue !

Le Medef demande une régulation ! Le marché déraile, il y a surproduction...

Il signale bien que ce marché privilégie le centre et l'ouest mais ne parle pas d'un rééquilibrage. Il demande seulement de prévoir des bureaux autour des nouvelles gares du Grand Paris Express...

4. La gouvernance de la région : vers la fusion des départements de la petite couronne ?

Le Medef propose de remplacer les quatre départements par une communauté urbaine aux pouvoirs élargis... Il ne dit pas ce que deviendraient les PLU, mais on sent bien que la démocratie n'est pas exactement le régime favori du patronat... Tout doit être décidé d'en haut, le plus loin possible des citoyens...